

**DIRECTION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2024

241221

**DOMAINE : 9.1 Autres domaines de compétences des**

**communes**

Objet : ARRÊTE MUNICIPAL PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-6, L 2542-2 et suivants,  
**VU** le code de la voirie routière ;  
**VU**, la délibération n° 22121633 du 16 décembre 2022 portant actualisation et création de nouveaux tarifs d'occupation du domaine public,  
**VU** la demande de Madame Lucie LAUZE Lucie gérante de « Vovo Fleurs » qui sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce.

### ARRÊTÉ :

#### Article 1 : Autorisation d'installation

##### Madame LAUZE Lucie gérante de « Vovo Fleurs »

- Est autorisée à installer un étalage
- Lieu du dépôt : au droit du 15 Cours Mirabeau
- Nature du dépôt : Charettes

Dimensions autorisées à partir de la base de la devanture (ou de l'immeuble) :

- Longueur : 6 mètres
- Largeur : 1 mètre
- Passage piéton à laisser libre d'accès de : 0 mètre

#### Article 2 : Durée et régime de de l'autorisation

L'autorisation d'installation sur le domaine public est accordée à compter du 01/07/2024 jusqu'au 30/06/2025.

Elle doit faire l'objet d'un renouvellement exprès, par courrier adressé au Maire 2 mois avant son terme.

Son annulation interviendra de plein droit en cas de cessation ou de changement d'activité ou de cessation du fond. Le nouveau propriétaire du fond devra déposer sa propre demande.

#### Article 3 : Conditions financières

Le permissionnaire s'acquittera de la redevance fixée selon le tarif établi par le conseil municipal, dans sa délibération n°22121633 en date du 16 décembre 2022, pour la période visée à l'article 2. Cette redevance devra être versée auprès du receveur municipal après réception d'un titre de recette par la direction des finances de la ville. Le recouvrement s'effectuera en deux temps, le 1<sup>er</sup> interviendra dans le courant du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 et le 2<sup>nd</sup> dans le courant du 2<sup>ème</sup> trimestre 2025.

#### **Article 4 : Obligations du bénéficiaire**

Sous peine de révocation du permis, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu au strict respect des obligations. Le permissionnaire s'engage à respecter le règlement d'occupation du domaine public dans son intégralité. **Il devra notamment maintenir les lieux dans un parfait état de propreté et veiller à l'accessibilité du passage piéton, ainsi qu'à leur libre circulation sur le trottoir.** Il est à nouveau rappelé que l'espace concédé doit être libéré de toute installation tous les soirs afin notamment de permettre l'entretien du lieu.

#### **Article 5 : Travaux**

Les travaux éventuels effectués dans l'intérêt de la voirie devront être supportés par le permissionnaire, sans donner lieu à indemnité.

#### **Article 6 : Urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, les autorisations d'urbanisme prévu par le code de l'Urbanisme (article L 421 et suivants – permis de construire, déclaration de travaux, permis de démolir).

#### **Article 7 : Révocation de l'autorisation**

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 8 : Responsabilités**

Le permissionnaire est responsable de tout dommage provoqué par son installation sur le domaine public. De même la collectivité n'est en aucun cas responsable des dommages créés par des tiers sur cet espace concédé.

#### **Article 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Marignane, le **21 AOUT 2024**

Notifié à l'intéressé le

*Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Mairie ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception en sous-préfecture.*

**Le Maire**  
**Eric LE DISSES**

